

LA COMMUNALE

Numéro 26

Comité de Rédaction :

**Alain Bocquet, Hervé Bureau, Chantal Blandel
Patrice David, Jean-Michel Fricheteau,
Jean-Michel Grenier, Corinne Masson,
Francis Oudot, Claudine Paillard,
Marie-Christine Portet Salomon, Philippe Séferian**

**Avec la collaboration de
l'Agence de Presse Éducation Formation**

**Composition : Sandrine Michel - Imprimé en 600 exemplaires
Atelier de reprographie - Ville de Reims**

**ANDEV - Hôtel de Ville - 51096 REIMS Cedex
Tél 03.26.77.76.24 - Fax 03.26.77.74.24
Email : francis.oudot@andev.com.fr**

Éditorial

La mise en place d'un nouveau support de communication de l'association, à travers l'ouverture de notre site internet «www.andev.com.fr», a mobilisé temps et énergie à bon nombre d'entre nous et, par ailleurs, nous interroge sur le maintien et/ou l'évolution du support écrit qu'est «*La Communale*».

La Commission Permanente a souhaité maintenir ce vecteur de communication. Toutefois, ses délais de publication seront allongés, sa forme et son contenu vont évoluer (en complémentarité avec le site internet), de sorte que nos collègues qui n'ont pas encore accès aux technologies nouvelles puissent continuer à bénéficier de nos informations.

Après plusieurs mois d'absence, voici donc le numéro 26 de notre revue. Nous profitons de sa diffusion pour vous annoncer **la tenue de notre prochain colloque annuel, qui se tiendra, pour le 10ème anniversaire de l'ANDEV, à Reims les 26, 27 et 28 septembre 2001, sur le thème : «Programmes municipaux et projets éducatifs locaux, quelles perspectives pour 2001/2007 ?»**

Au cours de ce colloque, **nous nous interrogerons sur l'évolution prévisible**, pour les 6 années à venir, de **l'implication des communes dans le fonctionnement du système éducatif**, ainsi que sur **l'organisation et des moyens municipaux consacrés aux services** qui mettent en oeuvre les politiques éducatives locales.

Le contenu du colloque reposera sur une réflexion de fond de notre association (enquêtes, groupes de travail, activités des réseaux régionaux), conduite tout au long de cette année par notre Commission Permanente.

Réservez dès à présent ces dates pour cet évènement important de la vie de notre association.

Francis OUDOT.

SOMMAIRE

Humeur

Vous avez dit réformes ?	P 2-3
Scolarisation des enfants de 2 ans	P 3

Actualités

Intégration des handicapés	P 4
Le projet d'accueil individualisé	P 4-6
Les nouveaux profs	P 6
Les grandes villes et les NTICE	P 7
L'éducation, enjeu de développement local	P 8
VIème Congrès International des Villes Éducatrices	P 8-9

ARTT

Mise en oeuvre dans un service Éducation	P 10-11
L'ARTT dans les écoles	P 11
Partenariats	P 11
A consulter sur le site	P 11

Réponses aux questions écrites

des parlementaires - Commentaires

Cantines scolaires	P 12
Repas biologiques dans les cantines scolaires	P 12-13
Mise à disposition d'un téléphone portable aux enseignants lors d'une sortie scolaire	P 13
Transport d'un mineur par un service de secours d'urgence	P 13

Carte scolaire

Ségrégation sociale, ségrégation urbaine	P 14
--	------

Dossier

Le temps des Villes, le temps de l'Éducation	P 15-24
--	---------

Vous avez dit réformes ?

Ces dernières semaines, plusieurs ouvrages consacrés à la réforme de l'État ont été publiés. Ainsi, Roger FAUROUX – ancien Ministre et Directeur de l'E.N.A. – et Bernard SPITZ – maître de requêtes au Conseil d'Etat- ont publié un livre intitulé : « Notre État, le livre vérité de la fonction publique »¹.

En fait, il s'agit d'un travail collectif qui réunit de nombreuses personnalités comme le constitutionnaliste Guy CARCASSONNE, le Président de la Cour des Comptes Pierre JOXE, la Secrétaire Générale de la C.F.D.T. Nicole NOTAT, l'ancien Premier Ministre Michel ROCARD ou encore l'avocat Daniel SOULEZ-LARIVIERE et le Président du Crédit Lyonnais Jean PEYREVALDE.

L'ouvrage décline différentes analyses sur toutes les missions et actions qui relèvent de l'État. Sans concessions, les différents rédacteurs n'hésitent pas à vilipender le fonctionnement de la fonction publique, tout en martelant sa nécessaire réforme sous peine de « condamner la France au déclin ».

Bien évidemment, un chapitre, rédigé par Roger FAUROUX, est consacré au ministère de l'Éducation Nationale, son titre est explicite : « l'éducation, générations perdues ? ».

D'emblée, l'auteur exprime l'idée que le principe d'une seule réforme de l'Éducation Nationale n'a aucun sens tant cette institution est multiple, diverse et imposante dans son corps social.

Néanmoins, il tempère la spécificité française, en indiquant que « chez nous comme ailleurs, les rapports s'accumulent aux États-Unis et en Europe pour mettre en lumière la crise de l'enseignement et la difficulté à en venir à bout ».

Selon lui, ce n'est pas le système scolaire qui est en crise, mais l'écart qui se creuse entre une institution traditionnelle, immobile, et une société de plus en plus « rebelle aux normes et aux idéologies ».

Ce poids historique, l'Éducation Nationale le trouve dans son rôle fondamental dans « l'unification culturelle et linguistique du peuple français » et dans la formation des individus que lui a fait jouer la troisième République.

Selon son analyse, cette structure a connu ces 25 dernières années, « une série d'ébranlements dont les impacts conjugués constituent ce que l'on appelle improprement la crise de l'école ».

Le premier choc est quantitatif avec l'explosion du nombre des bacheliers et celui des étudiants, 360 000 en 1968 et 2 200 000 en 1998, soit 7 fois plus !

De ce constat, il résulte que l'Éducation Nationale a réagi en gestionnaire « sans prendre le temps de réfléchir à son organisation, à sa pédagogie, à ses programmes ou au contenu de sa mission : elle a cessé de penser ».

Parallèlement, la société a changé, l'individualisme est sans cesse en progrès, les autres institutions structurantes (syndicats, partis politiques, familles, religions) sont elles aussi en perte de vitesse face à l'éclatement du pays, à la montée en puissance d'une population qui réduit l'enseignement à une mission utilitaire : trouver les outils pour échapper au chômage.

La nation exige un service de qualité et des performances parfaites, sans cela, « nul doute que notre société saurait mettre en place pour ceux qui le peuvent des systèmes privés de remplacement (...) qui ne s'embarrasseraient pas des missions culturelles et sociales qui sont l'honneur de notre école ».

En terme de résultats statistiques, il souligne le niveau « médiocre parmi les grands pays modernes » à travers la mauvaise maîtrise de la lecture (en 1997 : 15% des élèves de 6ième) et les compétences de base en calcul méconnues (en 1997 : 33% des élèves de 6ième).

Enfin, l'auteur indique qu'il y a un autre défi à relever avec celui de la concurrence qui sera de plus en plus pressante des autres pays européens pour s'arracher les « meilleurs étudiants ».

Après cet état des lieux et avant d'évoquer différentes solutions, Roger FAUROUX critique la méthode de passage en force usitée par Claude ALLEGRE car il institue comme préalable à toutes les réformes : « l'assentiment du corps enseignant dans son ensemble ».

Selon lui, il y a la nécessité d'ouvrir plusieurs « chantiers » pour permettre à l'Éducation Nationale de ne pas rater le défi qui s'ouvre à elle, changer ou périr.

En premier lieu, dans l'attente d'une décentralisation, il faudrait procéder à la mise en œuvre d'une véritable déconcentration de la maternelle à l'université afin de « faire souffler un grand vent de liberté (sic !) à tous les échelons de l'organisation ».

Cette déconcentration devrait se traduire par la définition d'une véritable responsabilité au niveau de la direction des établissements (du primaire à l'université) et l'octroi d'une véritable autonomie pour la constitution des équipes et pour, la définition des itinéraires pédagogiques, ...

« L'État garderait le droit de fixer les normes de compétence nationales requises à chaque niveau par les exigences de l'époque moderne ». L'auteur avance l'idée d'une contractualisation entre les établissements et les représentants du ministère sur les objectifs poursuivis et sur les moyens matériels humains nécessaires à leur réalisation.

En second lieu, il faudrait opérer une rupture totale avec le mouvement des enseignants qui selon Roger FAUROUX « restera dans l'histoire administrative des peuples, à l'extérieur de l'Union Soviétique, comme le monument le plus achevé de l'anonymat bureaucratique (sic !) ».

En complément, l'État devrait revoir sa méthode d'élaboration des programmes en la confiant à des spécialistes « neutres » de la pédagogie, à des psychologues et à des parents. L'évaluation de la politique menée par le ministère de l'Éducation Nationale devrait être orientée selon deux principes : rendre à l'inspection générale ses missions de terrain et permettre à la Direction de l'Évaluation et de la Prospective de se muer en « observatoire national de l'éducation » avec un statut proche de celui de l'I.N.S.E.E.

Après ces deux premiers points, l'auteur exhorte l'école à sortir de son isolement, à s'ouvrir aux autres partenaires, à cesser de les considérer comme des concurrents et à reconnaître que seule, elle ne peut rien.

Dans ce sens, le rapport au marché du travail est caractérisé par deux constats positifs et une évolution à mettre en œuvre. Ainsi, l'auteur rappelle l'augmentation croissante du nombre de diplômés, donc du niveau culturel des jeunes et les réponses spécifiques apportés dans l'offre de formation à travers les D.U.T. et les B.T.S..

A partir de l'exemple allemand, l'évolution consisterait à développer l'immersion des jeunes dans la sphère professionnelle grâce à des stages dont la durée devrait être suffisamment longue pour leur permettre d'appréhender la réalité d'une entreprise ou d'une administration.

Enfin, le dernier « chantier » à ouvrir est celui de la formation permanente dont l'école pourrait faire un nouvel axe de travail à condition qu'elle soit en mesure de s'ouvrir au monde des adultes et capable de changer ses méthodes pédagogiques.

La longue conclusion de Roger FAUROUX porte sur la nécessité de redonner du « sens à l'Education Nationale ». Pour cela, il prend appui sur la devise républicaine en inversant l'ordre, pour placer d'abord l'égalité, puis la fraternité et enfin la liberté .

Ainsi, l'égalité consisterait à rompre avec le principe élitiste du système éducatif, « sélectionner les décideurs de demain », pour s'intéresser au principe de contrôle continu et remédier à l'inégalité des chances dans l'accès aux savoirs.

Dans ce nouveau postulat, la fraternité que l'auteur assimile à la morale doit être incarnée par les enseignants. Ils ne doivent pas hésiter à exprimer « ce qu'ils pensent et à plus forte raison ce qu'ils croient ».

Pour illustrer son propos, il fait appel à une circulaire envoyé par Jules FERRY aux instituteurs le 17 novembre 1883, seconde année d'application de la loi du 28 mars 1882.

Dans celle-ci, le ministre exhorte les enseignants à « parler hardiment, car ce qu'ils vont communiquer à l'enfant ce n'est pas leur propre sagesse, c'est la sagesse du genre humain ».

Même s'il juge la voie étroite ainsi décrite entre « le communautarisme et la platitude jacobine », pour lui l'enjeu est de réunir les jeunes « autour des quelques principes moraux qui constituent le bien commun du peuple français ».

A propos de la liberté, l'auteur souligne l'abondance de celle-ci et concomitamment la difficulté faite aux jeunes pour bien l'appréhender tant les interdits et l'autorité semblent parfois ne plus avoir de place dans notre société.

Enfin, l'Éducation Nationale représente aux yeux de Roger FAUROUX la parfaite illustration des maux de l'État, incapacité à gérer le temps, inexistence de véritables réformes et abandon d'une morale civique.

Nombre d'entre nous pourrons se retrouver sur les différents constats énumérés par l'auteur, on pourra néanmoins s'interroger sur l'adéquation entre les solutions proposées et le préalable édicté par le même auteur : « l'assentiment du corps enseignant dans son ensemble ».

Autrement dit, le débat d'aujourd'hui ne doit-il pas porter principalement sur la méthode à suivre pour permettre à tous de participer à la réforme du système éducatif ?

Enfin, si la recherche de sens pour l'Éducation Nationale semble une évidence, doit-on pour autant se référer au « modèle » de la troisième république ?

1 - Roger FAUROUX - Bernard SPITZ : Notre Etat, le livre vérité de la fonction publique Robert Laffont janvier 2001

HB

Scolarisation des enfants de 2 ans

Le **Monde de l'éducation** consacre les pages de sa rubrique « Débat » du mois d'avril 2001, à la scolarisation des enfants de 2 ans.

Les points de vue contrastés d'Agnès FLORIN (INRP) et d'Alain BENTOLILA (Université Paris-V) montrent clairement que les spécialistes n'ont pas tranché le débat. Thérèse BOISDON (AGIEM), qui est sans doute plus proche du terrain, apporte un témoignage qui montre que cette scolarisation peut être très bénéfique pour certains enfants, à condition que l'enseignant qui les encadre soit volontaire pour le faire. Ce débat prouve, s'il en était besoin, que la scolarisation des enfants de 2 ans soulève des questions théoriques, ainsi que des contraintes techniques et humaines importantes.

Les élus sont très sensibles aux demandes formulées par des familles qui souhaitent scolariser leur enfant avant 3 ans. L'ANDEV ne reste pas étrangère au débat puisqu'elle participe à la réflexion sur cette question, dernièrement par le biais du réseau régional Ile de France, réuni le 20 décembre 2000 à Rouen. Mais, une fois de plus, le rôle

des villes n'est pas clairement défini dans la communication des chercheurs et il est mal présenté, pour ne pas dire déformé, dans les colonnes du magazine. S'il est vrai que des villes n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer l'accueil des enfants de 2 ans dans leurs écoles communales, d'autres rencontrent la difficulté inverse.

En effet, si « la réussite des tout-petits dépend aussi des élus qui mettent à disposition des locaux et du personnel », comme cela est indiqué dans la contribution d'Agnès FLORIN, cette condition est loin d'être suffisante. Car des villes sont prêtes à doter les écoles des moyens humains et matériels nécessaires, mais l'ouverture des classes dépend de la création des postes d'enseignants par les inspections académiques. Or, chacun sait qu'il est impossible d'obtenir une création de poste pour une classe d'enfants de 2 ans en dehors des écoles en réseau d'éducation prioritaire. Et nous savons bien également que ces créations de postes ne sont pas prioritaires dans un grand nombre d'académies, même pour des écoles en REP. Les élus sont donc confrontés chaque année à des familles qui ont procédé à une inscription administrative pour scolariser leur enfant qui ne peut pas entrer à la maternelle en septembre faute d'obtenir une création de poste d'enseignant. C'est pourquoi quelques villes ont mis en place des structures d'accueil intermédiaires qui ne sont plus la crèche, mais pas encore l'école maternelle.

_____PS

L'ANDEV a lancé une grande enquête sur l'accueil des enfants de 2 à 3 ans. On peut télécharger le questionnaire sur le site www.andev.com.fr consulter également le dossier du mois de mai intitulé «l'art d'accueillir les enfants de 2 à 3 ans».

Intégration des handicapés Auxiliaires d'Intégration

Le contexte national : des principes affichés, des moyens à rechercher...

Alors que jusqu'en 1999, aucun cadre ne définissait les modalités que l'accompagnement des enfants en intégration individuelle pouvait prendre, la signature le 30 avril 1999 d'une convention entre l'Éducation Nationale et des associations (Iris Initiative et la Fédération Nationale pour l'Accompagnement Scolaire des Elèves Présentant un Handicap) a permis d'engager l'Éducation Nationale dans ce domaine, la convention prévoyant que les signataires favorisent le "**développement de services innovants d'accompagnement scolaire d'élèves handicapés**".

La circulaire de novembre 1999 sur la "scolarisation des enfants handicapés" vient renforcer la convention en précisant que l'intégration de l'enfant handicapé **en milieu ordinaire est un droit**, et que l'accueil "pour chaque école, chaque collège, chaque lycée" **est un devoir**. "Il ne sera dérogé à cette règle générale que si, après étude détaillée, de la situation, des difficultés importantes rendent objectivement cette intégration impossible ou trop exigeante pour l'élève". Une autre circulaire (n° 99-198 du 19-11-1999) met par ailleurs en place les **groupes départementaux de coordination Handiscol**.

Les principes sont posés, les moyens restent à trouver...

Le dispositif en Ile et Vilaine et à Rennes : intéressant mais fragile :

Depuis de nombreuses années, la ville de Rennes apportait un accompagnement aux enfants handicapés dans les écoles maternelles et élémentaires publiques en recrutant des personnes en CES et des appelés du contingent (30 en 1999 pour le suivi de 15 enfants).

Dans le cadre du contexte national ci-dessus décrit, l'ADPEP 35 a créé **un véritable service d'Auxiliaire d'Intégration Scolaire (AIS)** en recrutant 30 **emplois-jeunes**, et en missionnant un coordonnateur à temps plein pour la gestion du service. La mission des AIS est d'accompagner et de faciliter la vie quotidienne sur les temps **scolaires et périscolaires** des enfants handicapés bénéficiant d'un **projet d'intégration individuelle**. Le statut d'emploi jeune contrairement aux CES doit permettre de constituer un corps de personnes réellement **formées** à cette fonction et d'assurer une certaine **stabilité** auprès des enfants.

Ce service a pour ambition à terme de couvrir les besoins pour l'ensemble du département de la maternelle à l'enseignement supérieur (public et privé).

Intéressée par la **professionnalisation** de ces emplois ainsi que par les nouveaux partenariats que ce projet suscite, la ville a transféré le financement qu'elle apportait pour salarier les CES vers le **subventionnement** de cette structure en apportant forfaitairement 300 000 F pour l'année scolaire 2000/2001.

Le reste du financement est par ailleurs assuré comme suit :

- **l'État (ministère du travail)** finance 80% du salaire des auxiliaires d'intégration sur la base du SMIC et (**ministère de l'Éducation Nationale**) 80 % du salaire du coordonnateur (mise à disposition d'un enseignant)

- **EDF/GDF** prend en charge les 20% du SMIC restant à financer.

- Le **Département** d'Ille et Vilaine prend en charge la différence entre le SMIC et le salaire conventionnel sur la base du financement de 15 emplois-jeunes et des frais de structure.

Un **groupe de pilotage** rassemblant les financeurs et un comité d'usagers suit cette expérimentation.

Les questions en suspens : quels financements pour quelles missions ?

- Quels financements ?

De quelles compétences relèvent ces actions ? Doivent-elles relever de l'Éducation ou de l'Action Sociale? Quel échelon territorial : L'État au titre de la Solidarité Nationale, les Conseils généraux au titre de leurs compétences en matière sociale, les communes du fait de leur compétences en matière de gestion de personnel dans les écoles et de leur intérêt à gérer ces questions sur le temps périscolaire (et dans ce cas se sont toujours et encore les communes centres qui supportent les charges les plus lourdes).

-Quelles missions?

Quel niveau d'intervention auprès des enfants : faut-il des personnes totalement spécialisées et disponibles (en risquant ainsi de perdre de vue l'objectif d'autonomie des enfants) ou au contraire des personnes polyvalentes assurant d'autres fonctions dans l'école ou le collège?

Quelles complémentarités avec les ATSEM ?

Ces emplois peuvent-ils devenir des métiers et dans ce cas quelles formations mettre en place.....etc ?

_____CP

Le projet d'accueil individualisé PAI

La circulaire du 10 novembre 1999 relative à « l'accueil des enfants et des adolescents atteints des troubles de la santé » pose le questionnement particulier de l'accueil des enfants présentant des allergies ou intolérances alimentaires, dans les restaurants scolaires.

L'organisation de la restauration collective pour les enfants du premier degré relève de la compétence de la commune, même s'il est utile de rappeler que c'est un service public facultatif. Certaines communes font le choix de ne pas accueillir ces enfants quand d'autres acceptent.

Dans le cadre d'un accord de la commune, le mode d'organisation est alors précisé lors de la mise en place d'un projet d'accueil individualisé (PAI) qui associe l'Éducation Nationale et la municipalité via les services concernés.

Qu'est ce qu'un PAI ?

Le but d'un projet d'accueil individualisé est d'intégrer dans la mesure du possible tous les enfants atteints des troubles de santé, mais compatibles avec une scolarité ordinaire, et pour lesquels des mesures particulières sont prises, en terme de traitement médical, sécurité ...etc

Le PAI définit les adaptations à apporter à la vie de l'élève durant l'ensemble de son temps de présence à l'école y compris pré et post scolaire. Il indique le traitement médical, le régime alimentaire, la dispense à certaines activités, les soins d'urgence ...etc

Ce projet est mis en œuvre à la demande de la famille, par le directeur d'école en concertation avec le médecin de l'Éducation Nationale à partir des besoins thérapeutiques, précisés dans une ordonnance signée du médecin traitant et mis à jour en fonction de l'évolution de la maladie.

Avec la famille, le médecin de l'Éducation Nationale ou médecin de la protection maternelle et infantile détermine l'aptitude de l'enfant à suivre une scolarité ordinaire. Et selon le cas, celui-ci propose des aménagements particuliers, qui ne doivent cependant, pas être préjudiciable au bon fonctionnement de l'école. L'avis de l'équipe éducative est alors sollicité pour la mise en œuvre du PAI.

Dans le cas de la restauration collective «les services municipaux en charge du service de restauration devront être associés au moment de la rédaction du PAI afin de déterminer les dispositions à mettre en œuvre à cet effet ». BO n°41 du 18 novembre 1999.

C'est dans ce sens que certaines communes ont entrepris diverses démarches permettant l'intégration des enfants présentant des allergies alimentaires.

**Démarches des communes
sur la mise en œuvre du projet d'accueil individualisé
des enfants présentant des allergies alimentaires**

- **Ville de Limoges**

Constitution d'un groupe de travail composé des représentants de l'inspection académique, la vie scolaire, le service environnement santé de la ville, les médecins allergologues volontaires, chargé de la mise en œuvre du projet d'accueil individualisé.

Délibération du comité de la caisse des écoles sur l'accueil des enfants dans les restaurants scolaires qui souffrent d'allergies alimentaires.

Pilotage du PAI : Service santé scolaire de l'inspection académique.

Création d'une commission chargée d'étudier chaque cas particulier présentant des mesures lourdes d'application du PAI.

- **Ville de Strasbourg**

PAI appliqué sur la base d'un engagement de la part de la famille de fournir le repas chaque jour (système du panier repas). Protocole d'accord avec la famille, les responsables du suivi et de l'encadrement de l'enfant.

Pilotage du PAI : Médecin et infirmière de la santé scolaire de l'inspection académique.

Inscription le matin au moment de la remise du repas.

Paiement sur la base d'un ticket demi-tarif.

- **Ville de Palaiseau**

Constitution d'un groupe de pilotage composé des médecins scolaires et de la PMI, des représentants de la direction de l'enfance (infirmière), la direction de la restauration, du centre de prévention et d'hygiène santé de la ville.

Règlement concernant l'accès à la restauration scolaire des enfants suivant un régime alimentaire, pris par délibération en novembre 1999 :

Admission des enfants présentant des prescriptions médicales particulières pour des régimes sans conséquences graves sur la santé.

Interdiction des prises de repas en liaison froide et en liaison chaude des enfants présentant des risques allergiques graves, mais autorisation d'apporter des paniers repas.

PAI relatif à l'accès à la restauration scolaire des enfants suivant un régime alimentaire sur les différents temps scolaire et périscolaire entre la commune, les parents et les responsables d'encadrement et le médecin de l'Éducation Nationale.

Délibération sur les tarifs applicables aux familles dont les enfants apportent un panier repas à la restauration scolaire (coût encadrement).

Formation des agents municipaux (animateurs, ATSEM) et enseignants (démarche volontaire), par le CPHS et l'infirmière de la direction de l'enfance chargée du suivi du PAI.

Cette formation intitulée « la sensibilisation à l'utilisation des PAI » a comme objectif d'autoriser les agents à s'exprimer sur les peurs qu'ils appréhendent dans l'encadrement des enfants et de nommer les responsabilités de chacun.

Élaboration d'une charte du temps de la restauration précisant les responsabilités des directeurs d'écoles, des directeurs centres de loisirs, des animateurs et ATSEM dans le cadre de l'organisation de cette pose méridienne.

- **Ville de Dijon**

Constitution d'un groupe de travail composé du médecin et de l'infirmière du service départemental de promotion de la santé, médecin de PMI, des représentants des directions des interventions sociales au centre communal d'Action sociale, de l'Education, et de la restauration de la ville.

La ville n'envisage pas la possibilité de manger à la cantine avec un panier repas préparé par les familles compte tenu des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'hygiène applicables dans les établissements de la restauration collective (arrêté du 29 septembre 1997). Cependant, une solution est recherchée en prévoyant la confection du repas spécifique par une société de restauration spécialisée comme le suggère la préfecture de la Cote d'Or. «Il serait préférable, après exposé des problèmes suscités aux familles de parents d'élèves, d'opter pour la solution qui consiste, pour les établissements scolaires à fournir des repas particuliers, respectant le régime alimentaire des élèves concernés et provenant d'établissements spécialisés en la matière et agréés par les services vétérinaires».

Recherche et recensement des besoins pour la mise en œuvre du PAI : matériel (frigoridaire, mallette d'urgence, sacs isothermes), encadrement.

- **Ville d'Evreux**

Demande de la famille par écrit et certificat médical attestant de l'allergie alimentaire, constitution d'un dossier traité par la diététicienne de la ville d'Evreux, les services Enfance et enseignement et l'Unité centrale de Production.

Concertation tripartite entre les médecins de santé scolaire, le médecin prescripteur et la diététicienne, suivi d'une décision à l'instigation de la ville sur la nécessité d'intégrer le temps de la restauration scolaire dans la rédaction d'un Projet d'accueil individualisé.

Implication forte des personnes chargées de l'encadrement de l'enfant et clarification des responsabilités avec formation des surveillants aux gestes de premier secours spécifique.

La ville d'Evreux ne peut cependant certifier que dans ce processus, et malgré la vigilance des surveillants, un enfant atteint de ces troubles alimentaires graves, ne picorera ou ne touchera pas un aliment qui, sans être interdit, contiendra la substance nocive.

Élaboration d'un classement des régimes alimentaires de 1 à 3 (pas de risque médical grave, plat de substitution ou panier repas).

- **Ville de Quimper**

La ville permet l'accueil des enfants présentant des allergies, depuis près de 10 ans.

Réunion d'information sur la nouvelle procédure à l'intention des familles (enfants allergiques), les médecins de la santé scolaire et PMI, allergologue et médecin de l'Hôpital Laennec, relative aux enfants accueillis dans les centres de loisirs et mise en place d'un PAI CLSH.

Les familles fournissent un panier repas pour les allergies potentiellement graves sous leur propre responsabilité et dégagent la ville de celle-ci.

Les familles se font adresser les menus et substituent tout ou partie du repas.

Les enfants nécessitant une injection d'adrénaline ou de corticoïde ne seront pas acceptés ni au restaurant scolaire, ni au CLSH, considérant que le personnel territorial ne peut pratiquer ces injections s'agissant d'un acte médical.

Négociation avec l'hôpital ou la société repas santé pour confectionner les repas spécifiques.

Participation à l'encadrement de 4,10 F par panier repas.

Nous pouvons remarquer que l'ensemble des villes recherche des solutions pour accueillir et intégrer les enfants présentant des allergies alimentaires, mais ne peut garantir la fiabilité des procédures mises en place. Cependant, l'intérêt des différentes démarches repose sur la mise en réseau des différents partenaires sensibilisés à ce dispositif et clarifiant en partie les responsabilités de chacun.

_____CB

Les nouveaux profs

Le Monde de L'Éducation (en juin 2000, p. 21 et novembre 2000, p. 8) s'interroge sur l'impact que pourra avoir le grand mouvement de départs/arrivées d'enseignants dans l'Éducation Nationale lors des 10 prochaines années.

En effet, dans les 10ans à venir près de 40% des enseignants vont partir à la retraite dans le premier et second degré.

On pressent deux conséquences principales : une déperdition d'expérience, d'une part, une nécessaire modification de l'état d'esprit d'autre part dans le corps enseignant :

Les nouveaux professeurs du 1er et second degré sont sujet à un moindre ancrage idéologique, ils supportent plus facilement le regard de l'autre, le travail en équipe semble mieux leur convenir, moins d'allégeance au modèle scolaire classique, une plus grande ouverture aux idées qui circulent, la qualité de leur contact avec les adolescents est appréciée ;

Mais, la proximité de l'âge se double souvent d'un éloignement social : peu de professeurs d'école sont issus de milieux défavorisés, leur recrutement se faisant plutôt dans les classes moyennes ;

Ils sont lucides mais motivés parce que leur rôle n'est pas facile en raison de la nature floue de leur mission ; Il y a un risque réel que la raison ne l'emporte sur la passion. Ils envisagent cette profession comme transitoire.

Le travail d'équipe, l'interdisciplinarité, l'adhésion au projet d'établissement, le soutien d'élève en difficulté, les écarts de comportement des élèves, peuvent sembler pour eux des données naturelles à leur métier. Or, la culture du « seul maître à bord » est encore vivace et les anciens rencontrent de grandes difficultés à transmettre leur expérience, à mettre les connaissances en commun et à tolérer les innovations.

Cependant confrontés aux problèmes, ils doivent pouvoir en parler et rechercher de l'aide car bien souvent le savoir théorique est inapplicable et les recettes ne sont pas théorisées. La situation des jeunes professeurs dans les banlieues est particulièrement difficile ; ils envisagent leur profession comme transitoire, ils ne se sentent pas épaulés par les plus expérimentés et sont surpris par la masse de travail à fournir pour préparer les cours. Si l'idée de vocation existe toujours, il y a aussi du pragmatisme par rapport à un débouché sûr.

Les jeunes beurs sont 30% des promotions de certains IUFM. La voie du concours est un moyen de contourner toute discrimination. Ils sont les derniers hussards de la république, mais il faut être vigilant à l'encontre de l'ethnisation rampante qui pourrait résulter de leur affectation quasi-systématique dans des classes à majorité d'enfants d'immigrés, là où l'école pourrait n'être plus tout à fait aussi républicaine qu'elle le laisse croire.

Les nouveaux titulaires recherchent d'abord à résoudre leurs problèmes concrets avant de s'interroger sur les conséquences à long terme de leur choix, ils bousculent les habitudes et obligent une remise en question, faut-il encore qu'il reste des anciens pour « tempérer les ardeurs »...

_____MCP

Enquête : les grandes villes et les NTICE

Le Service de l'Éducation de la ville de DIJON a engagé une réflexion sur le thème des Technologies d'Information et de Communication dans l'Enseignement qui lui a permis de recenser le degré d'implication des

villes de plus de 100 000 habitants dans le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication à l'école.

Les 26 réponses obtenues, sur 35 villes consultées, révèlent un investissement massif des grandes villes. Toutefois cet investissement reste progressif, et en relative distance avec l'Éducation Nationale. Les choix techniques apparaissent en revanche sans surprise réelle.

1/ Un investissement massif, mais souvent progressif

1.A/ La plupart des villes sont engagées

92 % des communes ont un plan d'équipement en Technologie d'Information et de Communication dans l'Enseignement (T.I.C.E.).

8 % des communes n'ont pas de plan d'équipement en Technologie d'Information et de Communication dans l'Enseignement (T.I.C.E.).

88 % des plans d'équipement en T.I.C.E. ont commencé :

4 % des plans ont commencé en 1996.

25 % des plans ont commencé en 1997.

8 % des plans ont commencé en 1998.

46 % des plans ont commencé en 1999.

4 % des plans ont commencé en 2000.

12 % n'ont pas de plan d'équipement en T.I.C.E. en 2000.

12 % des plans vont commencer en 2001.

1.B/ Mais leur investissement est progressif, et le plus souvent étalé sur 3 exercices budgétaires

8 % des plans ont une durée de mise en place de 1 an.

21 % des plans ont une durée de mise en place de 2 ans.

42 % des plans ont une durée de mise en place de 3 ans.

17 % des plans ont une durée de mise en place de 4 ans.

8 % des plans ont une durée de mise en place de 5 ans.

4 % des plans ont une durée de mise en place de 6 ans.

2/ Un partenariat nuancé avec l'Éducation Nationale

2.A/ Le partenariat est la règle

96 % des communes sont en partenariat avec l'Éducation Nationale.

4 % des communes ne sont pas en partenariat avec l'Éducation Nationale

2.B/ Mais il reste souvent informel

38 % des communes ont signé une convention avec l'Éducation Nationale.

63 % des communes n'ont pas signé une convention avec l'Éducation Nationale.

2.C/ Et l'égalité de traitement des écoles l'emporte sur les orientations pédagogiques

50 % des communes ont équipé les élémentaires et maternelles.

50 % des communes ont équipé uniquement les élémentaires.

42 % des équipements ont été choisis en fonction des projets pédagogiques.

58 % des équipements sont les mêmes pour toutes les écoles.

3/ Acquisition des matériels et configuration en salles dédiées sont favorisées

3.A/ La location reste une formule marginale

96 % des communes ont opté pour l'acquisition du matériel informatique.

4 % des communes ont opté pour la location du matériel informatique.

3.B/ La salle dédiée devance légèrement les micros en fond de salle

46 % des installations prennent la forme d'une salle dédiée.

4 % des installations prennent la forme d'ordinateur en fond de salle.

33 % des installations prennent la forme d'ordinateur en fond de salle + une salle dédiée.

17 % autres.

4/ Les choix de connexion apparaissent sans surprise

4.A/ Numéris et France Télécom largement en tête

8 % des modes d'accès est une ligne RTC.

50 % des modes d'accès est une ligne Numéris.

8 % des modes d'accès est une ligne ADSL.

25 % des modes d'accès est le câble.

71 % des communes ont comme prestataire France Télécom.

5 % des écoles utilisent le serveur du Rectorat.

5 % des écoles utilisent le serveur de l'Inspection Académique.

19 % des communes ont un prestataire local.

4.B/ Avec des connexions longues

24 % des écoles disposent de 4 heures de connexion Internet.

0 % des écoles disposent de 6 heures de connexion Internet.

38 % des écoles disposent d'une connexion illimitée à Internet.

38 % des écoles disposent d'une autre durée de connexion à Internet.

Il reste à mesurer les pratiques des communes de strate démographique inférieure à 100 000 habitants pour disposer d'une vue exhaustive.

Avis aux amateurs !

JMG

L'éducation, enjeu de développement local ?

« **La ville est morte. Vive la ville !** » C'est ainsi que Kurt Larsen introduisait un article publié par le centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE à la fin de l'année 1999.

Il présentait dans cet article le concept de «**ville apprenantes**», et ses enjeux en matière de développement local :

Il soulignait alors qu'il n'existait pas de définition unique d'une «ville apprenante», mais que **ces villes ont en commun la volonté clairement affichée** par les protagonistes – pouvoirs publics, entreprises privées, institutions d'enseignement et de recherche, associations locales- **de placer l'innovation et l'apprentissage (ou les apprentissages) au cœur de leur stratégie de développement local.**

Ici, la notion d'**apprentissage** se réfère à l'acquisition de connaissances et de compétences par les individus. Elle **désigne généralement l'ensemble des activités éducatives auxquelles une personne participe** tout au long de sa vie, et non **pas uniquement la scolarité et la formation initiale.**

La notion de **développement local** s'apprécie dans la volonté des «villes apprenantes» à **créer des activités industrielles et de services fondées sur le savoir et la compétitivité** à l'échelle mondiale à partir de leur potentiel local d'apprentissage, d'innovation et de changement stimulé par de la communication locale et des technologies modernes.

Le «**projet éducatif local**», au plan **des villes ou des régions «apprenantes»** revêt donc un caractère et des **objectifs résolument économiques** (pour consulter l'article de Kurt Larsen : <http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php?aid=25>).

La démarche initiée au plan international par les «**villes éducatrices**», à travers la déclaration de Barcelone en 1990, comporte une orientation résolument plus «culturelle» dans la définition de ses objectifs, disposant que **«la ville éducatrice donne toujours une priorité absolue à l'investissement culturel et à la formation permanente de ses habitants, en agissant contre l'exclusion, qu'elle soit économique, sociale ou culturelle».**

Ainsi le «*réseau français des villes éducatrices*» affiche-t'il comme **caractère fédérateur des villes éducatrices «leur volonté de s'inscrire dans une démarche éducative locale** dépassant le domaine strictement scolaire pour mettre en place des interventions innovatrices, voire de **véritables projets éducatifs locaux, globaux et cohérents».**

Si le **projet éducatif local est au cœur de ces deux concepts** de «ville apprenante» ou de «ville éducatrice», le dernier présente un caractère notoirement plus social et culturel, même si les préoccupations économiques comme facteur de développement local ne lui sont pas étrangères.

Cette même **notion de «projet éducatif local», ou territorial est également au cœur de la politique de la ville et constitue la «colonne vertébrale» des déferents dispositifs contractuels** entre l'état ,les collectivités locales, et d'autres partenaires institutionnels et associatifs, tels que les volets éducatifs des contrats de ville, les contrats éducatifs locaux, les contrats locaux d'accompagnement scolaires, les contrats enfance etc.

Il n'en est pas moins encore **difficile de cerner la réalité des intentions, des contenus et de la portée de ces projets éducatifs locaux.** Aujourd'hui, plusieurs champs de recherche sont ouverts en ce sens, dans le cadre de la politique de la ville (voir notamment les actes des rencontres de Tours sur «l'éducation dans la ville, une responsabilité partagée» <http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/actesTours.pdf>), du réseau français des villes éducatrices (qui a engagé une démarche visant à «l'établissement d'un observatoire des projets éducatifs locaux»), des associations d'éducation populaire, de recherches universitaires...

L'Andev apportera sa participation à cette recherche à travers son prochain **colloque** qui se déroulera à **Reims du 26 au 28 septembre 2001** sur le thème : **«programmes municipaux et projets éducatifs locaux, quelles perspectives pour 2001/2007 ?» :**

Il s'agira de **fournir quelques éléments de repère**, notamment à travers des résultats d'enquêtes, **sur les évolutions prévisibles du contexte et des orientations dans lesquels s'inscriront les projets et les actions éducatives locales** au cours des six années à venir.

(Téléchargez le pré-programme sur le site internet de l'Andev)

VIème Congrès International des Villes Éducatrices

Le réseau international des Villes Éducatrices s'est réuni à Lisbonne du 21 au 24 novembre 2000.

Un «remue méninges» salulaire ? ou «l'auberge ... portugaise» ?

Une rencontre réellement internationale (800 congressistes – 150 villes et 53 pays représentés) fortement marquée toutefois par une participation importante des pays ibériques et latino-américains.

Un programme copieux consacré à "*La Ville, espace éducatif dans le nouveau millénaire*" et articulé autour de 5 sous thèmes :

L'appropriation de l'espace urbain par la population.

Mémoire et identité de la Ville.

Développement local, solidarité et interdépendances.

La diversité conçue comme recours éducatif pour la ville et pour l'école : de nouveaux modèles de participation et de citoyenneté".

Éducation, formation, emploi et loisirs : le rôle stratégique de la Ville.

Comme il arrive souvent, la très grande variété des contributions a pu donner une impression de confusion et une certaine inorganisation n'aidait pas le congressiste à la recherche d'une cohérence d'ensemble.

Néanmoins, au hasard des exposés, ateliers et autres séances plénières de nombreux débats méritaient de retenir l'attention :

Augusto Santos Silva (Ministre de l'Education)

* L'Éducation apporte aux Villes : des populations instruites, des villes plus fortes.

* L'Éducation a besoin des Villes : richesse de la diversité sociale, intérêt de la décentralisation, place de l'espace associatif.

José Saramago (écrivain et Prix Nobel de Littérature) quelque peu provocateur

* La Ville se veut éducatrice ... mais qui éduque la Ville ?

* Ses doutes résultent de son expérience de la vie dans les villes.

* La Ville doit d'abord régler les questions de la vie quotidienne (les centres commerciaux sont-ils devenus les espaces publics d'aujourd'hui ?).

* La "mode" des nouvelles technologies le laisse perplexe.

* La Ville doit s'astreindre à un "débat civique" avant d'être "capable d'éduquer".

Boutros Boutros Ghali (Président de l'organisation internationale de la francophonie) s'est interrogé sur le rôle des grandes villes à l'échelle internationale. Face à la globalisation, le pouvoir de l'Etat-Nation lui-même, va diminuer. Il faut que les grandes villes participent à la réflexion internationale. C'est le passage obligé pour aller vers une plus grande démocratie à l'échelle planétaire. Selon lui, ce projet n'est pas utopique, on peut se référer à d'autres acteurs non étatiques :

- * les ONG.
- * les Universités.
- * les Organisations religieuses ...

Raoul Pont (Maire de Porto Allegre au Brésil)

La démocratie représentative est en crise au Brésil comme ailleurs. Il faut donner plus de pouvoir aux citoyens, en diminuant la délégation de pouvoir donnée aux élus au maximum (ce qui peut être traité directement au niveau du citoyen doit l'être – principe de subsidiarité). Or plus on donne de pouvoir au citoyen, plus les questions éducatives ont de l'importance. Il faut permettre aux citoyens de bâtir leur présent. Pour construire de la citoyenneté, une ville doit ouvrir des espaces, et mettre en œuvre des processus d'apprentissage : parler en public, au micro, savoir défendre des intérêts solidaires et pas seulement personnels. Il faut développer l'auto-organisation des personnes. Cette dimension éducative doit être développée au-delà de l'école, cependant l'école doit faire l'objet d'un processus de transformation.

Geneviève DOMENACH-CHICH (UNESCO)

A partir de l'expérience du quartier de "Jalousie" à Port au Prince, elle démontre que dans un secteur particulièrement défavorisé les habitants dans "une stratégie de survie" ont exprimé eux-mêmes leurs besoins (terrain de foot, fresque murale). Autour d'un projet d'espaces partagés, les institutions et les habitants se sont rencontrés et ont mené des actions éducatives et citoyennes dont tous ont tiré bénéfice.

La séance de clôture à travers les synthèses des différents thèmes a permis de rappeler quelques idées forces :

** C'est à travers les villes que les hommes deviendront citoyens du monde (en Europe 80 % des citoyens vivent en Ville).*

** Les sociétés contemporaines sont éducatives.*

** Le contexte de la Ville conduit à une densification des relations sociales.*

** La diversité est fondamentale ; il faut défendre en son sein l'égalité mais elle signifie également inégalité :*

- La diversité comme un plus.
- L'acte d'apprentissage = processus social inter actif.
- * Le rôle de la ville dans l'éducation :*
 - La ville ajoute au potentiel éducatif de l'école.
 - La ville est un centre de ressources permanent.
 - La ville valorise les espaces publics et de loisirs.

Commentaire final de Richard FALK :

** Mieux aborder le concept de Ville Éducatrice nécessite de travailler :*

- les relations entre citoyens.
- les relations entre les citoyens et la ville.

** Éducation dans la Ville.
Éducation de la Ville.
Éducation par la Ville.*

** La Ville a sa place à l'intérieur de l'école.*

La Ville éduque en s'éduquant soi-même.

La Ville éduque suivant ce qu'elle est.

Enquêtes

Dans le cadre de la préparation du **colloque de Reims les 26, 27 et 28 septembre**, l'ANDEV a mis en place trois enquêtes :

Sur la place de l'éducation dans les programmes municipaux.

Sur un référentiel de l'action éducative locale intitulé «les Maires et l'éducation».

Sur l'accueil des enfants de 2 à 3 ans.

Merci de nous retourner les questionnaires le plus rapidement possible.

Pour ceux qui les auraient égarés, ils sont téléchargeables sur le site www.andev.com.fr ou vous seront envoyés sur simple appel au **03.26.77.76.24**.

AMÉNAGEMENT ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL Mise en œuvre dans un service de l'Éducation

I) PREAMBULE

La notion d' **aménagement** du temps de travail prend toute sa dimension au sein d'un service de l'Éducation surtout quand celle-ci se conjugue avec **réduction** du temps de travail.

Comment organiser le travail entre le temps scolaire, l'interclasse de midi, l'accueil périscolaire du matin et du soir, l'ouverture des écoles aux associations etc.... sans compter que les horaires diffèrent d'une école à une autre.

La Communauté Urbaine de Strasbourg s'est engagée très fortement dans cette démarche. Les négociations et concertations étaient faites service par service en fonction des contraintes et missions de chacun tout en intégrant les enjeux définis au niveau de l'ensemble des services et des dispositions transversales applicables à tous les agents de la CUS.

Les enjeux étaient au nombre de trois :

Amélioration du service public.

Amélioration des conditions de vie des agents.

Création d'emplois.

La structuration et les missions des service de l'Éducation diffèrent d'une ville à l'autre. Pour mieux comprendre les enjeux à Strasbourg, je reviendrai rapidement sur les missions du service.

Ces missions sont de trois ordres :

Assurer l'accueil des enfants de 2 à 11 ans dans les écoles maternelles et élémentaires (113 à Strasbourg).

Mettre en œuvre la politique éducative de la ville.

Participer à l'ouverture des écoles sur le quartier.

Le service de l'éducation assure ainsi l'ensemble des missions relatives :

Au développement, à la maintenance et à l'entretien des bâtiments.

la gestion des services (restauration, accueil périscolaire du matin et du soir) et activités périscolaires dans les écoles à horaire traditionnel et celles à horaire aménagé.

A l'inscription des enfants dans les écoles.

la gestion des sorties scolaires.

la gestion des fournitures scolaires et de toutes les dotations pour les écoles (informatique et autres).

u suivi des conseils d'école.....

Ce qui représente environ 750 agents permanents, 300 agents non permanents et l'intervention régulière d'une trentaine d'associations.

II) MÉTHODOLOGIE

Un vote des agents était prévu pour la mise en oeuvre de l'ARTT. Nous avons donc souhaité une concertation la plus large possible.

Des groupes de travail ont été mis en place par métier :

- 2 pour les agents d'entretien.
- 2 pour les ATSEM.
- 1 pour les agents de restauration.
- 1 pour le personnel de l'atelier.
- 1 pour les concierges.
- 1 pour le personnel administratif.
- 1 pour le personnel recruté sous statut « emploi-jeune ».

Les groupes de travail ont été composés sur la base du volontariat en insistant sur un équilibre entre les écoles et entre anciens et plus jeunes.

III) OBJECTIFS

Les objectifs fixés par le service et validés par un comité de pilotage composé de l'élue en charge de l'action éducative et de la vie scolaire, de l'élue en charge des Ressources humaines, du directeur général des services, de représentants de la DRH et du service de l'éducation ont été les suivants :

1) **AGENTS D'ENTRETIEN** : professionnalisation du métier par la mise en œuvre de nouvelles techniques de nettoyage, avec une formation et du matériel adapté. Ceci a permis une mise à plat de l'ensemble des plans de nettoyage école par école et une meilleure adaptation des horaires aux besoins du service.

2) **ATSEM** : recentrage de leurs missions autour de l'accompagnement de l'enfant. Elles n'assurent plus le nettoyage, seul reste à leur charge le nettoyage des jouets. 50 % de l'effectif participent à l'interclasse de midi-14 heures et au temps de restauration, les autres participent à l'accueil périscolaire du matin ou du soir. Ceci permet d'assurer une continuité éducative au niveau des enfants et notamment des plus jeunes.

3) **AGENTS DE RESTAURATION** : Elles détiennent toutes le grade d'agent d'entretien mais nous avons voulu identifier cette population et professionnaliser leur pratique, leurs missions n'étant pas les mêmes. Elles prennent dorénavant en charge la gestion des tickets de restauration.

4) **AGENTS DE L'ATELIER** : L'organisation de leur semaine de travail tient dorénavant compte du temps scolaire. Ainsi, aucune compensation ARTT ne pourra être prise les mercredis où les interventions sont plus facilement programmables compte tenu de l'absence des enfants et du corps enseignant.

5) **CONCIERGES** : La négociation a été la plus difficile puisque entre temps une injonction du Trésorier est intervenue interdisant tout cumul de rémunération pour les personnels logés par nécessité absolue de service, ce qui était leur cas. Ils touchaient une indemnisation particulière pour les surveillances des salles de classe et gymnases quand ceux-ci étaient occupés au-delà d'une certaine heure. Ceci a entraîné des pertes de rémunération relativement importantes. L'accord en terme d'organisation du travail a donc porté sur une définition claire de leur temps de travail effectif, des temps de présence et du temps à accorder en compensation du logement. Ils travaillent 39 heures effectives pendant les semaines de classe et 35 heures pendant les vacances scolaires. Ils peuvent ainsi récupérer pendant les congés scolaires 144 heures de congé au titre de l'ARTT, ce qui est une entorse aux dispositions transversales en terme de compensation ARTT qui devait se faire sur la semaine (_ journée) ou sur deux semaines (1journée).

6) **AGENTS ADMINISTRATIFS** : les orientations fixées au niveau transversal pour l'ensemble des agents de la CUS sont appliquées. Toutefois, la _ journée ou la « journée ARTT » ne peuvent être prise pendant les plages fixes. 2 plages fixes pour l'ensemble des services de la CUS ont été fixées aux mardis et jeudis matins. Chaque service devait en fixer 3 autres en fonction de son activité. Celles du service Éducation ont été fixées au lundi

matin et après-midi et au jeudi après-midi. Par ailleurs, il a été décidé d'une ouverture du service en continu sur la journée de 8.30 h à 17.30 h avec une permanence restreinte entre 12 h et 14 h et le soir jusqu'à 18.00 h.

Un compte épargne temps peut être ouvert par chaque agent s'il le souhaite selon des conditions particulières.

Un système de pointage moderne a été mis en place.

IV) CRÉATION D'EMPLOIS

Le service Éducation a bénéficié, suite au passage aux 35 heures, **d'une soixantaine de postes en équivalent temps plein**. Des recrutements ont ainsi pu avoir lieu sur des emplois à temps non complet que nous avons pour une part essayé de mutualiser avec d'autres services comme la Petite Enfance qui assure la gestion de CLSH les mercredis et pendant les petites vacances.

Ce dispositif fonctionne maintenant depuis septembre 2000. Un bilan sera réalisé au cours de cette année et a déjà été engagé. Un travail particulier reste à faire sur l'encadrement lors de l'accueil périscolaire du matin et du soir qui du fait de recrutement d'agents non permanent a perdu en qualité (instabilité des personnels....) et sur les modalités de surveillance des équipements lors de l'ouverture des salles de classe ou gymnases le soir et les week-end.

Contact : Christian GAUFFER, responsable ressources Humaines du service Éducation de la Mairie de Strasbourg.

_____DH

L'ARTT dans les écoles

Un certain nombre de collègues travaille aujourd'hui sur les modalités de mise en œuvre de l'ARTT dans les écoles.

En effet, les personnels que nous gérons dans les écoles : les ATSEM, les agents d'entretien, les animateurs, ont un plan de charge variable en fonction du temps scolaire ou du hors temps scolaire.

A Orléans, un projet intéressant vient d'être formalisé et validé par les organisations syndicales lors d'un Comité Technique Paritaire. Ce projet porte sur le métier d'ATSEM avec un temps de travail annualisé, sur le métier d'agent d'entretien où des agents à temps incomplet auront une évolution de leur temps de travail s'approchant des 30 heures par semaine (annualisé), les animateurs participant, en complément des 2 autres métiers, à la mise en œuvre de cet ARTT.

Un projet de service, construit en concertation étroite avec l'ensemble des personnels, a permis la création de 14 équivalents temps plein pour assurer l'ensemble de ces fonctions dans l'école.

Le document sera à disposition sur le site Internet de l'ANDEV ou pourra vous être communiqué.

Contacts : Patricia CHARLES

☎ 02.38.79.26.35

Jean-Michel FRICHETEAU

☎ 02.38.79.23.47

_____JMF

www.andev.com.fr
Partenariats

La mise en place de notre site internet a été possible grâce à des financements provenant de sociétés partenaires :

Ainsi, un partenariat privilégié a été conclu avec la **Société Delagrave**, fournisseur de mobiliers scolaires, de la maternelle à l'université, de matériels de restauration, d'administration et de bibliothèques... Nos autres

partenaires sont, à ce jour, **la Camif Collectivités, le Cabinet d'Audit Conseil Trajectoires, les sociétés Microsoft, Cercl, Tegelog, Bourrelier**. D'autres contacts sont en cours... Avis aux amateurs !

**A consulter sur le site
www.andev.com.fr**

Dans la rubrique «les dossiers du mois»

Novembre 2000 : Pratiques reprographiques des écoles : l'enquête réalisée en partenariat avec le C.F.C. est achevée.

Décembre 2000 : Évolution de la préparation de la carte scolaire du premier degré.

Janvier 2001 : L'utilisation des locaux scolaires pour la campagne électorale.

Février 2001 : L'intégration individuelle des enfants handicapés. Visite de la mission ministérielle à Rennes.

Mars 2001 : Développement des arts et de la culture à l'école.

Avril 2001 : Le partenariat dans la définition des contenus des contrats éducatifs locaux ou des activités périscolaires organisées par les villes.

Mai 2001 : L'art d'accomoder les enfants de 2 à 3 ans.

Mise en place de rubriques «Réseaux Régionaux» sur le site internet

Chaque réseau régional de l'ANDEV peut, aujourd'hui, avoir sa propre rubrique sur le site internet «national» www.andev.com.fr.

Le site régional comportera des informations sur la région, sur l'activité du réseau, des actualités et des dossiers propres à chacun d'entre eux.

Chaque site régional comportera également **un espace de discussion** où chacun pourra poser sa question et apporter ses réponses.

Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès du référent de votre réseau régional.

Cantines scolaires sécurité alimentaire

Monsieur Bernard PERRUT appelle l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur un récent sondage qui montre que l'alimentation dans les cantines inquiète 70 % des parents. Il lui demande pourquoi la circulaire «relative à la composition et la qualité des repas servis à l'école», qualifiée de progrès considérable par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, n'a toujours pas été rendue publique et encore moins appliquée.

Réponse - Le Secrétariat d'État aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation en présence du Ministre de l'Éducation Nationale, des Directeurs de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de la Secrétaire d'État à la Santé et aux Handicapés a organisé une rencontre le 9 novembre 2000, avec les représentants des parents, des chefs d'établissement, des intendants et des personnels

de cantine, afin de répondre à leurs interrogations et inquiétudes concernant l'opportunité de servir dans les cantines et les restaurants scolaires des repas contenant de la viande de boeuf.

Cette rencontre a fait l'objet, le 14 novembre 2000, de la publication d'une lettre adressée aux Préfets de département, aux Recteurs d'Académie et aux Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt. Cette lettre précise notamment la décision prise, lors de cette réunion, «d'engager immédiatement un travail interministériel sur l'amélioration de la qualité alimentaire et nutritionnelle des repas servis dans les cantines et restaurants scolaires». Le travail interministériel, d'ores et déjà entrepris avec l'ensemble des partenaires concernés, doit permettre d'aboutir à la publication, au cours du premier trimestre 2001, d'une circulaire assortie de documents techniques, qui se substituera à la circulaire de 1968 relative à l'hygiène alimentaire et à celle de 1971 relative à la nutrition.

Ces textes, qui concernent aussi bien l'enseignement primaire que secondaire, «définiront des exigences nouvelles et conformes aux attentes de la société en matière de transparence, de sécurité alimentaire et d'information. Ils permettront d'établir de nouveaux objectifs en matière d'équilibre nutritionnel et d'éducation au goût» susceptibles de répondre à l'attente générale des familles, des élèves et des personnels en matière de qualité de l'alimentation.

Question n° 53665
JOAN du 07/05/2001

Nous associons dans le même commentaire une deuxième réponse à une question écrite sur les cantines scolaires.

Repas biologiques dans les cantines scolaires
--

Monsieur Emmanuel HAMEL attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur l'article paru à la page 14 du quotidien Le Figaro du 25 novembre 2000 sous le titre «le bio arrive dans les cantines», dans lequel il est indiqué qu'une cantine scolaire d'un arrondissement parisien a lancé une nouvelle expérience : servir des repas biologiques aux élèves. Il souhaiterait connaître son sentiment à l'égard de cette initiative et aimerait savoir s'il entend inciter d'autres communes à agir en ce sens.

Réponse - La restauration collective dans les écoles ressortit au domaine de compétence des communes. A ce titre, les responsables municipaux de la restauration collective sont tenus de veiller au respect des règles relatives à la qualité et à l'équilibre alimentaire des repas qui sont servis aux élèves ainsi que d'appliquer les dispositions générales contenues dans l'arrêté interministériel du 29 septembre 1997, qui fixe les conditions d'hygiène à mettre en oeuvre dans les établissements de restauration collective à caractère social.

L'expérience menée par les responsables d'un arrondissement parisien de servir à la cantine des repas biologiques aux élèves relève, quant aux choix de ce type d'alimentation, de l'exercice de leurs compétences en matière de restauration collective dans le premier degré.

Le Ministère de l'Éducation Nationale n'est pas fondé à porter un jugement de valeur sur cette expérience, ni à prendre de mesures dans ce domaine, qui sortent du champ de sa propre responsabilité et compétence, notamment en incitant d'autres communes à l'appliquer.

Question n° 31275
JO du Sénat du 26/04/2001

Commentaires - De l'art de souffler le chaud et le froid...

Confronté à l'inquiétude des parents d'élèves sur les questions de sécurité alimentaire dans la restauration scolaire, l'État est tenté d'agir dans deux directions : le renforcement de son pouvoir «normatif», qui s'exprimera dans une nouvelle circulaire sur l'hygiène alimentaire et la qualité de la nutrition d'une part, et d'autre part, le renvoi, conformément aux principes de la décentralisation, de la responsabilité, pour les cantines du 1er degré, vers la compétence pleine et entière des communes.

Bien entendu, la fixation et le contrôle du respect des normes sanitaires relèvent d'un impératif de santé publique, qui relève de l'État.

Pourtant, la PEPP et la FCPE font état d'une baisse de la confiance des parents (de 50 % en août 2000 à 40 % en mars 2001), malgré le renforcement du système de contrôle de l'origine des aliments (auquel les parents font confiance à 83 %).

C'est sur le terrain de la qualité et l'équilibre du repas, plus que sur la stricte sécurité alimentaire, que se place l'exigence des parents qui, dans le même temps, se déclarent à 72 % mal informés (selon un sondage de la PEEP). Ils se déclarent même prêts (à 73 % selon le même sondage) à payer plus cher la cantine pour améliorer la qualité.

Ils sont, dans le même temps, nombreux à réclamer (pour le même prix) des régimes alimentaires particuliers (cascher - allal, végétariens...), et certains (comme ce fut le cas lors de la campagne de la FCPE du Tarn et Garonne en novembre 2000) protestent contre un «service public de restauration scolaire», qui impose aux parents de payer «22,5 % du prix de la cantine destiné à payer une partie des salaires des fonctionnaires...».

Sous la pression des parents, beaucoup de Maires ont retiré la viande de boeuf des cantines. Sous la pression de leurs organisations, le gouvernement s'apprête à resserrer la réglementation (comme l'État sait si bien le faire). Reste à savoir qui va payer. On se doute de la réponse !

FO

<p style="text-align: center;">Sécurité Mise à la disposition des enseignants d'un téléphone portable lors d'une sortie scolaire</p>

Monsieur Emmanuel HAMEL attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur le rapport annuel 2000 de l'Observatoire National de la Sécurité des Établissements Scolaires et d'Enseignement Supérieur, dans lequel ses auteurs estiment nécessaire, à la page 41, «que tout enseignant, qui sort de l'école ou de l'établissement avec un groupe d'élèves, soit doté d'un équipement (type téléphone portable) qui lui permette, en cas de nécessité, de contacter son établissement ou les secours d'urgence». Il lui demande si une telle disposition, déjà formulée dans le rapport 1999 de cet observatoire, va être mise en oeuvre au cours de l'année scolaire 2000-2001, notamment dans le Rhône.

Réponse - Le Ministre de l'Éducation Nationale est conscient de l'intérêt que peut présenter la mise à la disposition des enseignants d'un téléphone portable pour les activités organisées à l'extérieur des locaux scolaires, en particulier lors des séances d'éducation physique et sportive.

Le fait de disposer de ce matériel constitue, en effet, une sécurité supplémentaire. Une recommandation en ce sens a déjà été formulée à l'intention des enseignants du premier degré. Cette disposition figure dans la circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999, relative à l'organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques.

Dans le second degré, la proposition que les enseignants soient dotés de téléphone portable afin d'assurer la rapidité de secours, en cas d'accidents, pourrait être introduite dans un texte sur l'organisation des activités physiques et sportives qui va être mis à l'étude. Il convient toutefois de noter que de nombreux enseignants sont, d'ores et déjà, en possession d'un téléphone portable.

Question n° 32165
JO du Sénat du 10/05/2001

Commentaires - L'Observatoire National de la Sécurité des Établissements Scolaires a rendu deux rapports en 2000 :

Le premier en août 2000 sur «les dégâts causés aux établissements scolaires par les tempêtes de décembre 1999», qui mettait en cause la surveillance de la solidité des structures des bâtiments et la mise en oeuvre du dispositif d'alerte.

Le second en décembre 2000, qui constitue son cinquième rapport annuel, remis à Jack LANG le 13 décembre, et relève notamment les risques d'accidents corporels plus importants chez les élèves du second degré, pendant les activités physiques et sportives, plutôt en fin de matinée ou d'après-midi.

En d'autres termes, plus on bouge et plus on est fatigué, plus on a de risques d'accidents !

A priori, ce ne serait pas l'état des équipements qui serait en cause (pour une fois !), mais des problèmes «d'acoustique», qui provoquent de l'inattention chez les élèves et rendent plus difficile la transmission des consignes par l'enseignant (dont l'action, bien entendu, ne saurait être mise en cause).

Rappelons que l'arrêté du Ministère de l'Environnement du 5 janvier 1995 (JO du 10 janvier 1995) porte réglementation sur la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement : Il fixe les seuils de bruits relatifs aux locaux (en particulier les cantines, équipements sportifs...).

Le rapport annuel 2000 comporte, en outre, une préconisation pour résoudre des difficultés d'alerte du SAMU au cours d'activités extérieures, qui consiste à doter les enseignants qui les encadrent de téléphones portables. Mais qui paye ? (équipement, abonnement, consommation).

La présente réponse est pour le moins «jésuitique» : faute de pouvoir en imposer la charge aux collectivités locales, dans la circulaire du 21 septembre 1999 où elle figure au titre de recommandation, la réponse ministérielle semble renvoyer la solution vers les enseignants qui possèdent pratiquement tous un téléphone portable à titre personnel !

Curieuse façon de résoudre le problème. Mais est-il résolu de façon si différente dans notre propre administration ?

_____FO

<p style="text-align: center;">Responsabilités Transport d'un mineur par un service de secours d'urgence : clarification apportée sur l'obligation ou non de la présence d'un adulte civilement responsable</p>

Monsieur Emmanuel HAMEL attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur le rapport annuel 2000 de l'Observatoire National de la Sécurité des Établissements Scolaires et d'Enseignement Supérieur, dans lequel ses auteurs demandent, à la page 41, qu'une clarification soit apportée sur «l'obligation ou non de la présence d'un adulte civilement responsable d'un mineur auprès de ce dernier à l'occasion de son transport par un service de secours d'urgence». Il aimerait savoir quelle est sa position et celle du Gouvernement sur le sujet.

Réponse - Lorsqu'un élève est victime d'un accident, les personnels de l'Éducation Nationale doivent lui porter secours le plus rapidement possible et selon le degré de gravité de l'accident, appeler les services d'urgence compétents. L'école doit avertir la famille de l'élève le plus tôt possible, et l'informer, le cas échéant, du lieu où il a été conduit. Dès l'arrivée des secours, l'enfant est pris en charge et se trouve sous la responsabilité de ceux-ci. Si rien n'interdit à un personnel de l'école, qui serait disponible, d'accompagner l'enfant lors du trajet et sur les lieux de soins, aucune disposition ne prévoit cependant que la présence d'un accompagnateur soit obligatoire.

Question n° 32166
JO du Sénat du 10/05/2001

Commentaires - Voilà une précision utile qui peut se transposer aisément dans le temps scolaire.

_____FO

<p style="text-align: center;">Carte scolaire, ségrégation sociale et ségrégation urbaine</p>
--

A l'occasion d'un débat organisé par l'UNESCO le 10 janvier 2000 sur "l'école dans différents contextes d'intégration", Agnès Van Zanten, chercheuse en sociologie à l'Observatoire du changement social, qu'elle

estimait qu'une grande partie de la ségrégation scolaire découle de la ségrégation urbaine, et que l'on assiste à une "polarisation croissante des collèges, avec un accroissement de la ségrégation scolaire et ethnique".

Cependant, elle a souligné qu'il ne s'agit pas d'une relation en sens unique, les politiques urbaines et les stratégies d'habitat étant liées aussi au système scolaire existant et aux réputations des établissements. "La carte scolaire n'est pas un instrument neutre. L'école crée ses découpages, qui peuvent accentuer ou réduire la ségrégation sociale. C'est un choix difficile pour les municipalités et les inspections académiques."

Par ailleurs, la notion de parents "consommateurs", aux choix rationnels, n'est peut-être pas la plus pertinente pour étudier les pratiques des familles. "Les pratiques parentales ne sont pas toujours rationnelles, leurs choix sont très dépendants de leurs moyens financiers, des transports, des choix des autres. De plus, les choix opérés sont loin d'être définitifs. C'est une logique d'évitement plutôt qu'une logique de choix qui prévaut. Dans cette logique, le climat social et ethnique favorise les comportements de fuite. Le niveau scolaire intervient également, mais les parents disposent de très peu d'informations sur le niveau des collèges." En retour, la fuite des parents représente une pression pour l'établissement.

Agnès Van Zanten a indiqué que, dans leur ensemble, "les parents ne croient pas beaucoup à la politique et aux projets des établissements. Ils pensent que le plus important, ce sont les publics qui les fréquentent. Certains parents développent plutôt des stratégies de "colonisation" des établissements: ils cherchent à se réapproprier et à améliorer l'établissement selon leurs propres critères.

Ainsi, selon elle, certains parents obtiennent la création de « classes de niveau » : Certains établissements scolaires fournissent un travail intense sur la discipline, avec parfois une mobilisation totale sur cette question. D'autres créent des « classes de niveau » Mais au total, le nombre des stratégies qu'ils peuvent mettre en œuvre est restreint (...).

Dans les « bonnes classes », on trouve des élèves de bon niveau scolaire, mais surtout des élèves "calmes et dociles, motivés", dans de bonnes dispositions face au travail. "Il y a beaucoup plus de filles dans les bonnes classes, même si elles n'ont pas de très bons résultats. Inversement, les garçons d'origine maghrébine sont plus facilement considérés comme perturbateurs et sont plus souvent orientés vers les « mauvaises classes », même s'ils ont un bon niveau.", la constitution de ces mauvaises classes ayant "des effets très défavorables en termes d'apprentissage".

Par ailleurs, une étude à paraître de la DPD (Direction de la programmation et du développement) du ministère de l'Éducation nationale démontrera, selon le journal « le Monde » (06/02) qu'un tiers des familles réussissent à ne pas scolariser leurs enfants dans le collège de leur secteur : Ainsi, à l'entrée en 6ème, 19,3% des parents optent pour l'enseignement privé, et 9,6% "se débrouillent pour intégrer un collège public hors de leur secteur". Les enseignants sont deux fois plus nombreux dans ce cas (18,7%). L'étude de la DPD montre que ces choix sont stables par rapport à 1993, date à laquelle le sujet avait fait l'objet d'une précédente note. Lorsque les parents dérogent à la carte scolaire, ils sont plus motivés par la composition sociale de l'établissement (49,3%) que par ses résultats (29%). En outre, ces stratégies d'évitement du collège de secteur sont d'autant plus fréquentes que les parents s'impliquent dans l'éducation de leurs enfants.

D'autre part, à l'occasion du colloque "Les jeunes et la ville. Emploi, formation, insertion", (06/02) Guy Burgel, géographe urbain et professeur à Paris-X a déclaré que "L'école publique a été un facteur intégrateur, mais de nombreuses expériences ont montré qu'elle ne l'est plus." ... "L'Éducation Nationale manque d'imagination" pour traiter les problèmes soulevés par les jeunes.

Il a dénoncé la politique de sectorisation, qui est "une politique d'une autre époque", condamné le "sociologie de bas étage", qui parle des jeunes comme d'un ensemble uniforme. "Il faudrait revenir à une analyse factuelle des comportements" permettant une étude plus précise des phénomènes liés aux jeunes. Enfin, il a fait part de ses regrets qu'il n'y ait pas une politique de la ville en France, mais seulement une "politique des quartiers difficiles".

De son côté, Jean-Pierre Sueur, secrétaire national à l'éducation au Parti socialiste (et Maire d'Orléans) déclare, dans le cadre de la préparation du nouveau projet éducatif du PS que « La carte scolaire a été longtemps, pour nous, la mise en œuvre du projet républicain en vertu duquel tous les jeunes issus du même secteur géographique devaient se retrouver sur les bancs de la même école. Comment ignorer, aujourd'hui, l'ampleur des dérogations et des "stratégies de contournement"? Que proposons-nous ?...

De même, les ZEP (Zones d'éducation prioritaires) suscitent un questionnement du fait des "phénomènes de stigmatisation et de 'fuites' hors des ZEP", même si le dispositif est jugé positif.... ».

Le PS se demande également "comment organiser l'Éducation Nationale en France" et s'il faut "de nouvelles étapes de décentralisation et de déconcentration".

Ces questionnements devraient aboutir, à l'occasion d'un colloque national qui sera organisé à l'automne 2001, à l'élaboration du "nouveau projet éducatif global" du Parti socialiste.

Alors que Michael Barber, professeur à l'Institut d'éducation de l'université de Londres déclarait lors de la conférence de Rotterdam au centre de recherche sur l'éducation de l'OCDE (11/2000), que dans les pays les plus avancés un consensus se dégage et que les institutions scolaires « évoluent progressivement vers des formes d'organisations plus autonomes, dans lesquelles les soucis d'efficacité et de bonne gestion sont essentiels », on espère que l' on saura avancer enfin en France sur le chemin de la décentralisation de l'éducation et du rapport entre l'école et son territoire .

_____FO/AEF